



Une attaque contre les travailleurs immigrés est une attaque contre tous les travailleurs

Le 18 octobre, le Premier ministre Barnier et le ministre de l'Intérieur Retailleau sont allés faire ami-ami avec deux ministres du gouvernement d'extrême droite italien à la frontière franco-italienne. En ligne de mire : les migrants, auxquels une loi en préparation promet de pourrir un peu plus la vie en France. Mais que cherche exactement le gouvernement français ?

Des mesures criminelles...

Cette loi, annoncée pour 2025, étendra de trois à sept mois la durée maximale de la rétention avant expulsion. Elle pourrait aussi carrément punir le séjour irrégulier de peines de prison. Barnier cherche aussi des pays où les renvoyer, comme Meloni vient de le faire avec l'Albanie même si la justice italienne a déclaré cette déportation illégale. Il y a peu, le Royaume-Uni envisageait d'envoyer les demandeurs d'asile au Rwanda. Pour le gouvernement français, les candidats seraient l'Égypte, l'Irak, le Rwanda, le Kazakhstan... que des dictatures. La France serait prête à leur donner des centaines de millions d'euros par an pour leur sous-traiter l'enfermement des migrants.

L'Italie verse déjà de l'argent à la Tunisie et la Libye, auxquels l'Union européenne ajoute la Turquie. Dans ces trois pays, les migrants sont parqués dans de vrais camps de concentration, d'où ils ne peuvent sortir que pour se faire exploiter dans des conditions dignes de l'esclavage le plus barbare. Car ces « esclaves » ne coûtant rien à leur maître, ce dernier ne perd rien à les tuer littéralement à la tâche... Et si ça ne suffit pas, des flics ou des militaires les raflent et les larguent en plein désert, sans nourriture, ni abri, ni eau.

... et stupides

Retailleau en veut aussi à l'aide médicale d'État (AME), destinée aux personnes touchant moins de 10 000 euros par an (donc à une minorité de migrants, puisque presque tous travaillent). Elle donne accès à des soins de base. Les médecins dans leur immense majorité soulignent que cette mesure protège toute la société. Laisser sans soins une personne atteinte d'une maladie de la misère telle que la tuberculose, c'est créer les conditions d'une épidémie qui

frapperait tout le monde ! Retailleau et Barnier le savent bien, mais ils s'en moquent.

Une haine de classe

Dans tous nos lieux de travail, les usines ou les chantiers du bâtiment, dans les couloirs des hôpitaux ou les cuisines des restaurants, nous sommes de toutes origines. Les machines ou les outils avec lesquels nous travaillons ne font pas de différence entre nous. Alors que les cadences deviennent partout plus dures, nous sommes obligés de nous serrer les coudes pour tenir. À l'heure où plus de 180 plans de licenciements se mettent à tomber, comme dans l'automobile en France (MA France, Valeo, Dumarey, Forvia, Bosch...) et dans toute l'Europe (Volkswagen, Ford, Stellantis...), c'est ensemble que la colère peut nous prendre.

Ce ne sont pas les migrants qui menacent nos emplois, mais les capitalistes, la plupart du temps bien français !

Le gouvernement s'apprête à tailler dans les budgets de la Sécurité sociale et des services utiles à la population (éducation, santé, etc.), pour un montant total de 60 milliards d'euros. Il met à contribution les plus riches pour deux petits milliards, mais augmente la taxe sur l'électricité de trois milliards. De quoi, là encore, nous pousser à la révolte.

Taper sur une partie d'entre nous n'est rien d'autre qu'un moyen de nous affaiblir tous. Les macronistes et la droite prétendent que c'est la montée de l'extrême droite qui les contraint à prendre ces mesures. Ils mentent. Cette politique est bien la leur. C'est celle du capital, de ces ultra-riches qui méprisent les travailleurs de toutes les nationalités, et qui désignent ceux qui sont étrangers comme boucs-émissaires, en espérant que cela nous fera oublier où sont nos vrais ennemis. À nous d'apprendre à voir clair dans leur jeu.

Nous ne sommes jamais plus forts que lorsque nous faisons bloc, ensemble !

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 21 octobre 2024

STOP AUX MASSACRES AU LIBAN ET AU GENOCIDE EN PALESTINE
RASSEMBLEMENT MERCREDI 23 OCTOBRE
18H - PLACE VICTOR HUGO (GRENOBLE)

LIBAN, PALESTINE : A BAS LA GUERRE COLONIALE MENEÉ
PAR NETANYAHOU AVEC LE SOUTIEN DE MACRON ET BIDEN
REUNION PUBLIQUE - JEUDI 24 OCTOBRE 19H
SALLE MOYRAND - 27 RUE DE MOYRAND - ALBERT 1er BELGIQUE



Enquête publique sur l'extension de Crolles : quand l'État prétend contrôler les patrons

Depuis lundi 14 octobre et jusqu'au 25 novembre se tiendra de nouveau l'enquête publique sur le projet d'extension de l'usine de Crolles. Déjà en cours, les travaux prévoient un doublement de la production de 300 mm, mais aussi de la consommation en eau qui passerait d'une moyenne de 4,5M m³ annuel aujourd'hui à 7 à 8M m³.S

Cette enquête fait suite à l'organisation d'une concertation au printemps sous l'égide de la Commission Nationale du Débat Public. Créée par Michel Barnier en 1995, la CNDP avait été à l'œuvre lors de la mobilisation des gilets jaunes, mais aussi en 2006 lorsque des marchés avaient été attribués en plein débat sur l'enfouissement de déchets radioactifs à Bure, « comme si tout était déjà décidé » relevait la CNDP elle-même en 2013.

Pour contrôler réellement l'utilisation des ressources naturelles, il faudrait déjà pouvoir arracher aux patrons des grandes entreprises le droit de décider en fonction de la seule recherche du profit. Mais pour cela il faudra bien d'autres outils que les gadgets créés par Barnier.

Vencorex : grève pour exiger le maintien des emplois

Les deux principaux candidats à la reprise de Vencorex s'étaient vus accorder un délai supplémentaire jusqu'au lundi 21 octobre pour enregistrer leurs projets. Confidentiels, ces projets semblaient porter exclusivement – d'après les déclarations de la CGT – sur la production d'Isocyanates. Plus rentable, cette activité était déjà présentée comme la priorité de Vencorex dès 2014.

La CGT craint qu'une reprise partielle se limite à 150 salarié.e.s et entraîne le licenciement pour les 350 autres. Mardi 14 octobre, les salarié.e.s de l'atelier HDI2 s'étaient ainsi mis en grève pour exiger des garanties pour le maintien de l'emploi et du site. Pour empêcher le patronat de la chimie et le gouvernement à son service de s'attaquer à l'emploi et aux conditions de travail, les salarié.e.s ont en effet tout à gagner à utiliser leurs propres moyens de lutte, en se mettant en grève, en manifestant et en se liant aux salarié.e.s d'autres sites menacés de fermeture. La manifestation du 1er octobre, réunissant plus d'un millier de personnes, dont des salarié.e.s en grève venu.e.s d'autres entreprises de la chimie, avait montré le potentiel fédérateur dont disposait la lutte des Vencorex.

Au-delà de l'actuel propriétaire, c'est à l'ensemble du patronat de la chimie qu'il faut imputer la responsabilité de la situation dans laquelle se retrouvent les salarié.e.s de la plateforme. Ayant appartenu successivement à Progil, Rhone-Poulenc et Rhodia (désormais Solvay), le site a été démantelé et peu modernisé par ses propriétaires successifs, toujours au mépris de la santé et des conditions de travail des salarié.e.s. Ainsi en 2014, en novembre

2022 puis en février 2024, ce sont plus de 500 salarié.e.s ou retraité.e.s qui ont fait condamner Rhodia aux prud'hommes pour les avoir exposé sans protections ni informations suffisantes à des dizaines de substances cancérigènes et toxiques – dont l'amiante utilisé au moins jusqu'en 2005 sur le site.

Boeing : Lutte âpre face à un patronat sans limites

En grève depuis le 13 septembre aux États-Unis, 33 000 travailleurs demande des augmentations de salaires de 40%. Leur salaire n'a augmenté de 8% ces dix dernières années. Leur direction, déjà entachée par les nombreux crash d'avions a proposé une augmentation de 30% sur 4 ans, proposition insuffisante et naturellement refusé par les grévistes alors que les prix des logements ont augmenté de plus de 50%. Désormais, cette même direction veut punir les travailleurs en voulant licencier 17 000 travailleurs et a coupé l'accès aux grévistes à la mutuelle de l'entreprise. Face au patronat, les travailleurs ne peuvent compter que la force de l'unité et de la lutte.

Salon de l'automobile : s'unir contre les licenciements

Ce jeudi 17 octobre, près de 500 salarié.e.s de MA France, Valéo, Dumarey, Stellantis et autres entreprises visées par les licenciements se sont rassemblés devant le Mondial de l'Automobile à Paris. Organisé du 14 au 20 octobre, ce salon a été dominé par les rivalités entre constructeurs, notamment Renault et Stellantis qui s'affrontent pour tirer profit du passage à l'électrique.

Appelé par l'intersyndicale, le rassemblement visait à dénoncer les conséquences de ces rivalités pour les salarié.e.s du secteur. L'occasion de commencer à tisser des liens entre salarié.e.s de différentes boîtes, mais aussi de saisir l'ampleur des restructurations en cours, dont les interventions de syndicalistes turcs, espagnols, italiens, allemands ou belges ont montré le caractère international. La multiplication des plans de licenciements dans l'automobile, mais aussi dans les nombreux secteurs qui y sont liés, pose le problème de l'unité entre travailleurs et travailleuses pour résister à ces attaques. Pour s'attaquer aux emplois, le patronat tire avantage des divisions existant entre salarié.e.s de différents sites, de différentes entreprises ou encore de différents pays.

Dans le secteur des semi-conducteurs, les rivalités entre fabricants s'exacerbent également avec à la clef le même type de conséquences. Intel a ainsi annoncé en août dernier la suppression de 15 000 postes et le report de la construction de 2 usines en Allemagne et Pologne. Alors nous avons tout à gagner à considérer la lutte des MA France, des Valéo et autres Vencorex comme la nôtre. Une victoire contre les licenciements serait un avertissement envoyé aux patrons que nous ne sommes pas prêts à payer les conséquences de la guerre économique qu'ils se mènent entre eux.

LIBAN, PALESTINE : A BAS LA GUERRE COLONIALE MENEÉ PAR NETANYAHOU AVEC LE SOUTIEN DE MACRON ET BIDEN
REUNION PUBLIQUE - JEUDI 24 OCTOBRE 19H SALLE MOYRAND
27 RUE MOYRAND (GRENOBLE) - ARRÊT TRAM ALBERT 1ER BELGIQUE

**ABONNE-TOI
A LA NEWSLETTER**



Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com